

PRÉFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement

Construction de serres multi-chapelles
sur la commune de Saint-Hilaire-des-Loges (85)

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de la légion d'honneur

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2018/SGAR/DREAL/765 du 30 novembre 2018 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2019-4023 relative à un projet de serres multi-chapelles sur la commune de Saint-Hilaire-des-Loges, déposée par l'EARL Les Vergers Gazeau et considérée complète le 24 mai 2019 ;

Considérant que le projet consiste à implanter des serres multi-chapelles de 6 m de hauteur au faitage, d'une surface de plancher de 14 495 m² au lieu-dit "Inzais", sur le territoire de la commune de Saint-Hilaire-des-Loges ;

Considérant que le projet a pour objectif d'améliorer les conditions de production de fraises et de tomates, en les préservant des aléas climatiques et en limitant le recours aux traitements phytosanitaires ;

Considérant que l'emprise du projet n'est pas concernée directement par un zonage d'inventaire ou une protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager, ni par un périmètre de protection de captage d'eau potable ; que toutefois elle est bordée au nord par la zone de protection spéciale (FR5410100) et la zone spéciale de conservation (FR5200659) du site Natura 2000 du Marais poitevin et au sud par la zone de protection spéciale (FR5412013) du site Natura 2000 de la Plaine de Niort Nord-Ouest ;

Considérant que les parcelles concernées par l'implantation du projet, d'une superficie de 6,6 hectares, sont des parcelles agricoles cultivées, dépourvues d'élément d'intérêt écologique particulier, vis-à-vis desquelles une voie communale au nord et une route départementale au sud constituent une séparation physique avec les espaces des sites Natura 2000 pré-cités ;

Considérant que le projet s'inscrit dans un secteur agricole peu densément peuplé sans présence d'habitation de tiers à l'exception d'autres exploitations agricoles à proximité du site ;

Considérant que le pétitionnaire indique que le projet ne mobilisera pas davantage de ressource en eau par rapport aux pratiques actuelles à partir de la réserve et du réseau d'irrigation en place ;

Considérant que le projet de serres fera l'objet d'un permis de construire dont le dossier comportera un volet paysager de nature à traiter l'intégration du projet dans un paysage entre plaine et vallée ;

Considérant que le projet de serres fera l'objet d'une déclaration au titre de la loi sur l'eau de nature à prendre en compte ses impacts potentiels en matière de gestion de l'eau ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de serres multi-chapelles sur la commune de Saint-Hilaire-des-Loges, porté par l'EARL Les Vergers Gazeau, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EARL Les Vergers Gazeau et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le **27 JUIN 2019**

Le directeur adjoint,



Philippe VIROULAUD

Délais et voies de recours

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr

